

Éducation nationale : l'idéologie entre par la grande porte

Article rédigé par *Elizabeth Montfort*, le 12 septembre 2014

Ce devait être « un gouvernement de combat resserré » pour redresser l'économie et les finances de la France. Las ! Il n'est pas que cela. Le nouveau gouvernement Valls persiste et signe dans ses postures idéologiques.

EN NOMMANT au ministère de l'Éducation nationale, le ministre des Droits des femmes Najat Belkacem, le premier ministre commet une double faute :

- l'absence de vision concernant les missions de l'école
- l'idéologie égalitariste, comme fondement des programmes scolaires.

Les missions de l'école

La mission de l'école est la transmission des savoirs. Sans cette transmission aucun apprentissage n'est possible. Transmettre, c'est reconnaître que chaque élève reçoit d'un aîné son enseignant. Il est ainsi comme un maillon dans les générations qui se succèdent. Ce n'est donc pas l'enfant qui est « acteur de son savoir ».

Si bien que les adultes qui concourent à l'éducation de l'enfant ont chacun une place particulière, sans confusion.

En premier lieu, ce sont les parents les premiers éducateurs de leurs enfants, en tant que père et mère, ce qui justifie leur responsabilité. Le Code civil consacre leurs droits et leurs devoirs : « *Les parents pourvoient à l'éducation des enfants et préparent leur avenir* » (art. 213).

Non, l'enfant n'appartient pas à la République, comme le laissait entendre Mme Rossignol, futur secrétaire d'État à la famille. Pas plus qu'il n'appartient à ses parents, comme un bien propre. Mais ceux-ci sont responsables de son éducation. « *L'autorité parentale appartient aux parents... pour le protéger dans sa sécurité, sa santé et sa moralité, pour assurer son éducation et permettre son développement, dans le respect dû à sa personne* » (art. 371-1).

Ainsi, les parents délèguent à l'école leur responsabilité d'éducateurs. La bonne entente et la confiance entre parents et enseignants sont indispensables au bien de l'enfant. Les récentes initiatives du ministère de l'Éducation nationale ne sont pas de nature à rassurer les parents : il en est ainsi de la réforme des rythmes scolaires ou les ABCD de l'égalité — rebaptisés « [Plan d'action pour l'égalité entre les filles et les garçons à l'école](#) » et mis en œuvre avec autorité, voire dogmatisme, et ce sans passer par un temps de dialogue avec les parents.

C'est ce que révèle le [Rapport parlementaire](#) de la Mission d'information sur les relations entre l'école et les parents, présidée par le député Xavier Breton.

Le rapport maintient le concept de co-éducation introduit dans la loi de Refondation de l'école, alors que les parents sont de plus en plus nombreux à refuser ce partage de l'éducation. Si les parents sont les premiers éducateurs de leurs enfants, les enseignants le sont par délégation. Quand le nouveau ministre appelle de ses vœux une réconciliation entre les parents et les enseignants, on ne peut qu'être d'accord, à condition de traiter, avant tout, les causes de cette mésentente.

L'idéologie égalitariste

Or, ce n'est pas le message de rentrée de Najat Belkacem. L'annonce de l'arrêt des internats d'excellence et de la bourse au mérite pour les jeunes de milieux défavorisés est un exemple. Cette inégalité juste est insupportable aux yeux du nouveau ministre. Et pourtant, ces aides permettent à des jeunes, travailleurs et sérieux, de suivre des études supérieures.

Alors que 20 % des élèves sortent du primaire sans maîtriser la lecture, l'écriture et le calcul, les parents espéraient que la priorité serait mise enfin sur l'apprentissage des fondamentaux. Hélas ! Mme Belkacem, en affirmant que l'école doit être le lieu de l'égalité fille/garçon, fait de l'idéologie égalitariste l'alpha et l'oméga de son ministère.

Rappelons que :

"

- la Convention interministérielle pour l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif 2013-2018 qui servira de référence à tous les ministères, c'est elle !

- l'instrumentalisation du concept de genre dans le programme ABCD de l'égalité, pour démasquer les « stéréotypes de genres » remanié en « égalité fille/garçon », c'est elle !

- le Plan d'action pour l'égalité entre les filles et les garçons à l'école dont le but est de généraliser et d'amplifier l'ABCD de l'égalité pour TOUS les enseignants et TOUS les élèves, c'est elle !

- réécrire les livres d'histoire pour préciser l'orientation sexuelle des personnages historiques, c'est elle !

- la loi relative à l'égalité entre les femmes et les hommes, qui confond les fonctions paternelles et maternelles avec les tâches, c'est encore elle !

- la loi relative à la lutte contre le système prostitutionnel qui ne traite pas les causes de ce nouvel esclavage puisqu'elle se contente d'établir une égalité entre le client et la prostituée, c'est toujours elle !

"

Une vision marxiste

L'idéologie égalitariste est le résultat d'une vision marxiste des féministes radicales qui empêche de penser ensemble « égalité et différence », car pour elles, la différence est synonyme de hiérarchie. Au diable le corps et l'altérité du féminin et du masculin.

La lutte contre les discriminations, c'est avant tout l'éducation au respect de chaque enfant, sans qu'il soit

nécessaire d'entrer dans le jeu stérile du communautarisme.

La CNCDH [\[1\]](#) le rappelait en 2004 dans son avis sur le projet de loi relatif à la lutte contre le sexisme et l'homophobie :

"

« La CNCDH entend rappeler l'importance primordiale de l'universalité des droits de l'homme, qui transcende, sans les nier, les différences entre les êtres humains... Nous affirmons l'universalité des droits eux-mêmes. Les droits de l'homme sont fondés sur la dignité inhérente à toute personne humaine... Parce que c'est l'être humain en tant que tel, et non en raison de certains traits de sa personne, qui doit être respecté et protégé, la CNCDH émet des réserves sur la multiplication de catégories de personnes nécessitant une protection spécifique. »

"

Le nouveau ministre de l'Éducation nationale n'a aucune expérience du milieu scolaire ou universitaire, aucune hauteur de vue sur les enjeux du système éducatif français et ses lacunes.

Elle s'était contentée jusqu'à présent d'initier les programmes d'égalité. Il lui manquait un laboratoire, un lieu d'expérimentation. Elle vient de l'obtenir du Premier ministre et ce sont nos enfants qui trinqueront...

Elizabeth Montfort et Nicole Thomas-Mauro sont respectivement présidente et porte-parole de l'association [Nouveau féminisme européen](#), ancien députés au Parlement européen.

Photo : Wikipedia Commons

[\[1\]](#) Commission nationale consultative des droits de l'homme, Avis du 18 novembre 2004
